

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3993

27 décembre 2014

SOMMAIRE

Gaard- a Rousebauer	191624	Puccini S.A. SICAR	191625
Gefi Holding S.A.	191623	Puccini S.A. SICAR	191639
Gelf Alpha (Lux) S.C.Sp	191624	Puerto Azul Investments S.à r.l.	191620
Imro SCI	191661	Repro Invest	191640
LFH (Ickworth) S.à r.l.	191622	RES 1 S.A.	191649
Linten S.A.	191622	RP Lux Energy S.à r.l.	191640
MORHENG s.à r.l. peinture-décoration- restauration	191622	Silverstar Sà r.l.	191621
Natur + Stein S.à r.l.	191621	Société de Participations Financières dans des Sociétés Portuaires et Minières S.A.	191618
Natur System S.A.	191663	Socoma Exploitation S.A.	191623
North REOF Saxon S.à r.l.	191658	Sof-10 Starlight 4 EUR S.à r.l.	191621
Novellex S.A.	191620	Soft-Kis	191618
OCM Luxembourg Mezz II S.à r.l.	191658	Soria Capital Venture S.A.	191618
OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Bloc- ker S.à r.l.	191655	Spotify Technology S.A.	191619
OCM Luxembourg Real Estate Invest- ments S.à r.l.	191643	Sterigerms International S.A.	191619
Opti-Maler S.à.r.l.	191620	Techni-Consult S.à r.l.	191618
Orealux S.A.	191622	Thiser S.C.A., SICAV-FIS	191618
Orion IV European 18 S.à r.l.	191641	Top-Co Luxembourg S.à r.l.	191619
Ornicar S.à r.l.	191620	Topper S.à r.l.	191619
PBL-System S.A.	191664	Topper S.à r.l.	191619
Polish Beta Group S.à r.l.	191646	Voxage Invest S.A.	191621

Soft-Kis, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 68, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 35.602.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195515/10.

(140218133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Soria Capital Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal Forum Royal.
R.C.S. Luxembourg B 192.418.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195518/10.

(140217728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Techni-Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4393 Pontpierre, 8, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 168.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014195528/11.

(140217923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Thiser S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 63.854.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195535/11.

(140217720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Société de Participations Financières dans des Sociétés Portuaires et Minérales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 70.061.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES DANS DES SOCIETES PORTUAIRES ET MINERAIRES S.A.

Robert REGGIORI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014195509/12.

(140217942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Top-Co Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 400.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 173.610.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195536/10.

(140217309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195519/10.

(140218091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Topper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 148.797.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195538/11.

(140217156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Topper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 148.797.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195539/11.

(140217203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Sterigerms International S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 87.802.

Le siège social de la société STERIGERMS INTERNATIONAL SA, RCS Luxembourg B87802 auprès du cabinet d'avocats LORANG AVOCATS, 51, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 8 Décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014195520/12.

(140218305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Opti-Maler S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5426 Greiveldange, 8, Strachen.

R.C.S. Luxembourg B 54.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195310/10.

(140217475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Ornicar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4070 Esch-sur-Alzette, 2-4, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 157.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195311/10.

(140217436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Puerto Azul Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 34, rue Notre Dame.

R.C.S. Luxembourg B 166.733.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du conseil de gérance du 26 novembre 2014 que:

La société transfère son siège de 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg à 34, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour mandat

Référence de publication: 2014195362/13.

(140218319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Novellex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2672 Luxembourg, 15, rue de Virton.

R.C.S. Luxembourg B 45.025.

AUSZUG

Es geht aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 17. November 2014 hervor dass:

- Herr Guy Lanners tritt aus dem Verwaltungsrat aus.

- Herr Laurent Weber, geboren am 29.03.1980 in Luxemburg, wohnhaft in L-1534 Luxembourg, 62, rue de la Forêt, wird als Verwaltungsmittglied ernannt. Das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds endet anlässlich der Generalversammlung des Jahres 2020.

- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder Lommer Joséphine Marie-Agnès und Weber Jean-Nicolas werden verlängert und enden ebenfalls anlässlich der Generalversammlung des Jahres 2020.

- Fidü-Concept Sàrl tritt als Rechnungskommissar aus.

- Herr Patrick Weber, Bankangestellter, geboren am 15/04/1977 in Luxemburg, wohnhaft in L-8350 Garnich, 30, an der Merzel, wird zum Rechnungskommissar bestellt.

Das Mandat des Rechnungskommissars endet anlässlich der Generalversammlung des Jahres 2020.

- Der Gesellschaftssitz wird an folgende Adresse verlegt: 15, rue de Virton L-2672 Luxembourg

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2014195275/21.

(140217159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Natur + Stein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6240 Graulinger, 12, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 121.058.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196180/9.

(140218780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Silverstar Sà r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9268 Bertrange, chopping-Center La Belle Etoile.
R.C.S. Luxembourg B 45.132.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014196344/10.

(140219151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Voxage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 160.385.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du lundi 8 décembre 2014 que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Monsieur Xavier Guyard, demeurant professionnellement au 25B boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommée administrateur de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée de 2 ans en remplacement de Monsieur Patrick Houbert.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014196434/16.

(140219270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Sof-10 Starlight 4 EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 188.517.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 8 décembre 2014 que la société SOF-10 Lux Master Co S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt cinq EUR) chacune à la société SOF-10 Starlight 3 EUR S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Luxembourg sous le numéro B 188 515.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- SOF-10 Starlight 3 EUR S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka
Gérant

Référence de publication: 2014195512/19.

(140217661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Orealux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4946 Bascharage, 51, rue Pierre Schütz.
R.C.S. Luxembourg B 173.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014196219/10.

(140218994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 269, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 53.373.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014196174/12.

(140218637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Linten S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 155.459.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014196106/12.

(140218690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

LFH (Ickworth) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 165.304.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 1^{er} décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. José Correia de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014196097/20.

(140218806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Gefi Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 48.044.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 06 novembre 2014 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 22 octobre 1966, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Patrick AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 09 octobre 1959, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Madame Joëlle MAMANE, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 14 janvier 1951, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23

Le mandat d'administrateur-délégué de Madame Joëlle MAMANE a été confirmé pour une durée indéterminée.

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de la société GESTMAN S.A., dont le mandat n'a pas été reconduit:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020. Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014195932/24.

(140218747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Socoma Exploitation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 62.858.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 novembre 2014

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide:

de renouveler le mandat des administrateurs:

Madame MULLER Nicole,

Monsieur MULLER François et,

Monsieur MULLER Roger;

de l'administrateur-délégué:

Monsieur MULLER Roger;

Nous tenons à vous informer du complément de l'adresse de la société SOCOMA EXPLOITATION S.A. qui est:

7, Rue de l'Industrie, L-3895 Foetz

et par la même occasion de changer l'adresse des administrateurs et de l'administrateur-délégué qui sera celle du siège de la société c'est à dire:

7, Rue de l'Industrie, L-3895 Foetz

De nommer Commissaire aux Comptes L'AUXILIAIRE DES P.M.E. S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le N° B 30.718 et dont le siège se trouve 58, Rue Glesener, L-1630 Luxembourg en remplacement de Monsieur MOLITOR Jean.

Leur mandat se terminera avec la tenue de l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 2014 qui aura lieu en 2015

de révoquer le mandat de l'administrateur-délégué Monsieur MULLER François.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCOMA EXPLOITATION. S.A.

FIDUCIAIRE DES P.M.E. S.A.

Signature

Référence de publication: 2014196357/30.

(140218913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Gaard- a Rousebauer, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7418 Buschdorf, 2, am Fuurt.
R.C.S. Luxembourg B 106.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195927/10.

(140219244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Gelf Alpha (Lux) S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 192.489.

STATUTS

La Société a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 4 décembre 2014

Extrait des Statuts

1. Raison sociale. La Société a été formée sous la dénomination de GELF Alpha (Lux) S.C.Sp.

2. Durée de la société. La Société a été formée pour une durée illimitée,

3. Objet social. L'objet de la Société est (i) l'acquisition, la détention et la vente, sous quelque forme que ce soit, par tous moyens, de manière directe ou indirecte, de participations, unités, droits et intérêts, au Luxembourg ou à l'étranger, et (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de toute autre manière que ce soit, ainsi que le transfert par vente, échange or de toute autre manière que ce soit, d'actions, obligations, créances, titres et autres dettes ou instruments financiers, de toute nature, ainsi que les contrats et autres accords y relatifs.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut conclure tout type de prêts et émettre des billets, obligations, ainsi que tout type de créance et/ou titre participatif. La Société peut prêter des fonds, y inclus et sans limitation, les produits de tout emprunt et/ou de toute émission de créances ou de titres participatifs, au bénéfice de ses filiales, sociétés affiliées et/ou autres sociétés.

Par ailleurs, la Société peut accorder des garanties et nantir, céder, grever ou autrement créer et accorder des sûretés sur l'ensemble ou sur certains de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les engagements de toute autre société, et plus généralement pour son propre profit et/ou au profit de toute autre société ou personne, dans tous les cas uniquement dans la mesure où de telles activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut exécuter, fournir et mettre en oeuvre tout contrat et prendre tout autre engagement dans des activités et des opérations pourvu que ces contrats et autres engagements ne soient pas en contradiction avec les activités susmentionnées.

La Société peut généralement procéder à toute autre opération et transaction concernant ou favorisant directement ou indirectement la réalisation de son objet tel que décrit ci-dessus.

4. Siège social. Le siège social de la Société est établi au 28, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

5. Identification de l'associé commandite. L'associé commandité de la Société est GELF FizPartner (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191244, et ayant son siège social au 28, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) (l'Associé Commandité).

6. Gérance de la société. L'Associé Commandité a été nommé comme gérant de la Société.

7. Pouvoir de signature. La Société est valablement représentée par l'Associé Commandité ou par toute personne à qui ce pouvoir a été spécialement délégué.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCÈRE

GELF FizPartner (Lux) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014195934/44.

(140218776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Puccini S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 192.505.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifth November.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Ulran S.A., a public limited company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 10.563;

here represented by M. Oliver MALLWITZ, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 3 November 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

1. Art. 1. Form and name.

1.1 There exists a société d'investissement en capital à risque established as a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Puccini S.A., SICAR" (the Company).

1.2 The Company will be governed by the act of 15 June 2004 on investment companies in risk capital, as amended (the 2004 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as it may be amended from time to time (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2004 Act, the 2004 Act will prevail) as well as by these articles of incorporation of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the shareholders (the Shareholders) in the Articles will be a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one Shareholder.

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the Shareholders (the General Meeting).

2.2 The Board will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration, provided that the Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Compartment if no further Compartment is active at this time.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendments of the Articles.

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning permitted under article 1 of the 2004 Act and CSSF Circular 06/241. The Company may also invest the funds available to it in any other assets permitted by law and consistent with its purpose but within the limitation and subject to the terms set out in the confidential offering memorandum of the Company (the Memorandum).

4.2 Furthermore, the Company is entitled to take any action which may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in companies or other entities or arrangements (such as a limited partnership or unit trust) in which the Company holds any direct or indirect interest

(whether characterised as equity, debt or otherwise, including a co-investment or fractional interest) for the purpose of structuring the holding of an investment, as further detailed in the Memorandum;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or give credit to companies and undertakings invested by the Company;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest (including, for avoidance of doubt, any holding company), or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company

to the fullest extent permitted under the 2004 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Memorandum.

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Company will be represented by fully paid up shares (the Shares) with or without share premium of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12 of these Articles.

5.2 The minimum capital, increased by share premium (if any), shall be as provided by law, i.e. one million Euros (EUR 1,000,000.-) or the equivalent in any other freely convertible currency. The minimum subscribed capital increased by share premium (if any) of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been admitted to the list referred to in article 13 (1) of the 2004 Act.

5.3 The initial capital of the Company was of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by three thousand and one hundred (3,100) fully paid up Shares with no par value.

5.4 The Company has an umbrella structure and the Board may set up separate Compartments as defined in article 3 (2) of the 2004 Act. Each Compartment will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Compartment. The investment objective, policy and other specific features of each Compartment are set forth in the Memorandum. Each Compartment may have its own funding, classes of Shares, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features except that the investment policy must be in line with article 4.1 of these Articles.

5.5 Within each Compartment, the Board may issue Shares of different classes (each a Class) and within each Class of different Series (each a Series), provided that each Compartment issues at least one (1) Share of Class A reserved for subscription to an Investor directly or indirectly involved in the management of the Company or directly or indirectly contributing any service to the Company - these persons may include without limitation a director of the Company (the Director), an employee or an officer of the Company or of a service provider of the Company. The issuance of Shares of Class A is subject to the prior consent of the Board.

5.6 The Board may, at any time, decide to issue Series of Shares of any Class additional to Class A, as further described in the Memorandum.

5.7 The assets of any Classes or Series within a relevant Compartment of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2004 Act and the 1915 Act, including, without limitation

- (a) different issuing features (including the issuing of share premium);
- (b) different fees and expenses structure;
- (c) different distribution rights, and the Company may in particular decide that Shares pertaining to one or more Class
- (es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;
- (d) different servicing or other fees;
- (e) different types of targeted investors;
- (f) different transfer or ownership restrictions;
- (g) different reference currencies; and/or
- (h) such other features as may be determined by the Company from time to time and described in the Memorandum.

5.8 Each Compartment is treated as a separate entity and operates independently, each portfolio of assets being invested for the exclusive benefit of this Compartment. A purchase of Shares relating to one relevant Compartment does not give the holder of such Shares any rights with respect to any other Compartment.

5.9 A separate NAV per Share which may differ as a consequence of these variable factors will be calculated for each Class in the manner described in article 12 of these Articles.

5.10 The Company is one single legal entity. However, the rights of the Shareholder and creditors relating to a Compartment or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholders relating to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-

up, operation and liquidation of that Compartment, and there will be no cross liability between Compartments, in derogation of article 2093 of the Luxembourg civil code.

5.11 At the expiration of the duration of a Compartment, the Company will redeem all the Shares in the Classes of that Compartment, in accordance with article 28, irrespective of the provisions of article 8 of the Articles.

5.12 The Board may create each Compartment for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Compartment one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. The Memorandum will indicate whether a Compartment is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.13 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Compartments.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 The Shares will be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form. Shares are issued without par value and must be fully paid upon issue. Shares are not represented by certificates.

6.2 All issued registered Shares shall be registered in the register of Shareholders (the Register). The Register is kept at the registered office by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. It will be available for inspection by any Shareholder at the registered office. The Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it, the amount paid up on each Share, and any Transfer (as defined in article 10 below) and the dates of such Transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this Register.

6.3 Each investor shall provide the Company with an address, fax number and e-mail address to which all notices and announcements may be sent. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by way of a written notification sent to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the Register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the Shareholder.

6.5 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Board has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.6 Subject to the provisions of article 10, the Transfer of Shares may be effected by a written declaration of Transfer entered in the Register, such declaration of Transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Board may also accept as evidence of Transfer other instruments of Transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

6.7 Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of registered Shares at their addresses indicated in the Register in the manner prescribed by the Company from time to time.

6.8 Fractional Shares will be issued to the nearest thousandth of a Share. Fractional Shares will not be entitled to vote (except where their number is so that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right) but will be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.9 Where a Share is issued with a share premium, the above mentioned rules apply, where appropriate, to the relevant share premium with the difference that a share premium does not entitle his/her/its holder to a voting right at any General Meeting.

6.10 The Company may also decide to issue profit shares (parts bénéficiaires) in accordance with the 1915 Act. A profit share does not entitle his/her/its owner to a voting right at any General Meeting.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the Shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2004 Act (Well-Informed Investors).

7.3 Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Memorandum.

7.4 Shares in Compartments will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Compartment (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 A process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the issue of Shares.

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued Shares and to deliver these Shares.

7.7 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for Shares.

7.8 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Compartment. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring Shares in this manner.

8. Art. 8. Redemptions of shares.

Redemption right of Shareholders

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, Shareholder cannot request the redemption or buy-back of all or part of his/her/its Shares from the Company. Where the redemption of Shares is possible, the conditions and the procedures are set forth by the Board in the Memorandum or any other document.

8.2 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per Share in principle corresponds to the NAV per Share (less any redemption fee or other charge, if applicable). The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board. The redemption price shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the Memorandum.

8.3 If as a result of a redemption application or a buy-back transaction, the number or the value of the Shares held by a Shareholder falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Memorandum, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's Shares.

8.4 If, in addition, on a Valuation Date (as defined in the Memorandum) or at some time during a Valuation Date, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the Shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption, buy-back and/or conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions or buy-back will then be proceeded by priority on the Valuation Date following this period, these redemption, buy-back and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.5 The Company may discretionarily decide to, at the request of a Shareholder, satisfy (all or part of) the payment of the redemption or buy-back price owed to any Shareholder in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the Class(es) equal in value to the value of the Shares to be redeemed or bought-back (calculated in the manner described in article 12) as of the Valuation Date or the time of valuation when the redemption or buy-back price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Compartment. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given Class or Classes, as the case may be. Such a Shareholder may incur brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities so received in satisfaction of redemption. The valuation used will be confirmed by a special report of the independent auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

8.6 Shares which are redeemed or bought back will be cancelled.

8.7 The Company shall not proceed to redemption or buy-back of Shares in the event the NAV of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the 2004 Act as a result of such redemption or buy-back.

Compulsory redemptions and buy-back transaction

8.8 Shares may be compulsory redeemed at the initiative of the Company in accordance with, and in the circumstances set out under, this article and the Memorandum.

8.9 In particular, the Company is entitled to compulsory redeem Shares

- (a) held by a Restricted Person;
- (b) in case of liquidation or merger of Compartments, Classes or Series; and/or
- (c) held by a Defaulting Investor in accordance with the Memorandum or the Subscription Agreement.

8.10 In addition, the Company can buy back the Shares for the purpose of making distributions.

8.11 A compulsory redemption or buy-back of Shares cannot be abusive, must be justified and either be in the interest of the Company and its Shareholders or required for operational or other reasons.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise stated in the Memorandum, Shareholders are not allowed to convert all, or part, of the Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Compartment. Likewise, unless otherwise stated in the Memorandum, conversions from Shares of one Class of a Compartment to Shares of another Class of either the same or a different Compartment are prohibited.

9.2 If conversion of Shares is allowed between Classes of the same Compartment or between Shares pertaining to a Class into Shares of the same Class of another Compartment, then the applicable terms and conditions to conversion of Shares shall be as set forth in the Memorandum. In particular, the conversion application will be considered as an application to redeem the Shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (subscription) of the Shares to be subscribed. The conversion ratio will be calculated on the basis of the NAV per Share of the respective Class; a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions will not be paid out to Shareholders.

9.3 As a rule, both the redemption and the subscription parts of the conversion application should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same Valuation Date. If there are different order acceptance deadlines for the Compartments in question, the calculation may deviate from this, in particular depending on the sales channel. In particular either:

(a) the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of Shares (which may be older than the general rules on the issue of Shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of Shares; or

(b) the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on Share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of Shares.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the Shares to be converted and the issue of the Shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the Shares to be subscribed ceases after the Shares to be converted have been redeemed.

9.5 Subject to any currency conversion (if applicable) the proceeds resulting from the redemption of the original Shares will be applied immediately as the subscription monies for the Shares in the new Class into which the original Shares are converted.

9.6 All applications for the conversion of Shares are irrevocable, except when the calculation of the NAV of the Shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the Shares to be redeemed has been suspended as provided for in article 8 of these Articles. If the calculation of the NAV of the Shares to be subscribed is suspended after the Shares to be converted have already been redeemed, only the subscription part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 If, in addition, on a Valuation Date or at some time during a Valuation Date redemption applications as defined in article 8 of these Articles and conversion applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the Shares issued in the Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Valuation Date following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

9.8 If as a result of a conversion application, the number or the value of the Shares held by any Shareholder in any Class falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board in the Memorandum, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's Shares in the given Class; the subscription part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of Shares.

9.9 Shares that are converted to Shares of another Class will be cancelled.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 No sale, assignment, transfer, grant of a participation in, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal (each a Transfer) of all or any portion of any Shareholder's Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary, shall be valid or effective without the approval of the Board.

10.2 In particular, no Transfer is valid or effective if

(a) the Transfer would result in a violation of any Luxembourg Law or the laws and regulations of any other jurisdiction or expose the Company, a Compartment or an Intermediary Vehicle to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Board;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of the Articles, this Memorandum or any contractual arrangement which has binding effect on the Company;

(c) the Transfer would result in the Company, a Compartment or an Intermediary Vehicle being required to seek registration or authorization with the local supervisory authority including registration as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended; or

(d) the transferee is a Restricted Person or a Defaulting Investor.

10.3 The transferee will be required to enter into a Subscription Agreement in respect of the relevant Shares so transferred and will duly be recorded in the Register. In this context, the transferee may be required to take over the undrawn Commitments from the transferor.

10.4 The Company, in its sole and absolute discretion, may condition such Transfer upon the receipt of an opinion of responsible counsel which opinion shall be reasonably satisfactory to the Company.

10.5 Terms and conditions on Transfer as well as additional restrictions are respectively can be set out in the Memorandum, the Subscription Agreement or any other document.

11. Art. 11. Ownership restrictions.

Restricted Persons

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any person if:

(a) in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Company, any of its Compartments or any of its intermediary vehicles (because, for example but without limitation, such holding may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law); or

(b) such holding may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Company, the investment adviser, a Compartment or an intermediary vehicle incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer;

(ii) the Company or a Compartment being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended; or

(iii) the Company or a Compartment being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the U.S. Securities Act or the U.S. Investment Company Act);

(c) such holding may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company or any Compartment, whether Luxembourg law or any other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations); and in particular if a relevant Shareholder does not qualify as a Well-Informed Investor or has loose such qualification for whatever reason;

(d) as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;

(such individuals or legal entities are to be determined by the Company and are defined herein as Restricted Persons).

A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor will be regarded as a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Share and decline to register any Transfer, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such Share(s) by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register or who/which seeks to register a Transfer in the Register to deliver to the Company, any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person.

11.3 If it appears that an investor of the Company is a Restricted Person, the Board will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting and disregard its vote on any matter requiring the Compartment's consent or the Company's consent; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Board that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on Transfer; and/or

(d) carry out a compulsory redemption of all Shares held by the Restricted Person at a price based on the lesser of (i) the latest available NAV at the date on which the Board becomes aware that the relevant investor of the Company is a Restricted Person (the moment of consideration being irrelevant if the NAV is equal to zero or negative) and (ii) the subscription for Shares' amounts paid by the Restricted Person, less a penalty fee as set out in the Memorandum.

11.4 The exercise of the powers by the Company and the Board in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of Shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of Shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company and the Board exercised the above named powers in good faith.

12. Art. 12. Calculation of the NAV.

12.1 The Company, each Compartment, Class or Series have a NAV determined in accordance with Luxembourg Law and under Luxembourg GAAP, subject to any adjustment required to ensure that Shareholders are treated fairly and in accordance with this article 12.

12.2 The Reference Currency of the Company is the EUR.

12.3 Calculation of the NAV:

(a) The NAV of each Compartment, Class or Series shall be calculated in the Reference Currency of that Compartment, Class or Series, as it is stipulated in the relevant Special Section in good faith in Luxembourg on each Valuation Date as stipulated in the relevant Special Section.

(b) The NAV per Class/Series in the relevant Compartment is calculated as follows: each Class/Series participates in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class/Series. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class/Series of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class/Series on that Valuation Date represents the total NAV attributable to that Class of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class/Series will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution, placing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant Special Section. A separate NAV per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class/Series as follows: the NAV of that Class/Series of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class/Series of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

(c) For the purpose of calculating the NAV per Class/Series of a particular Compartment, the NAV of each Compartment shall be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment; less

(ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

(d) The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets and the liabilities of the Company based on a consolidated view, provided that

(i) the equity or liability interests attributable to Shareholders derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e., discounted) value of deferred tax liabilities as determined by the Company in accordance with its internal rules;

(ii) the acquisition costs for Investments (including the costs of establishment of Intermediary Vehicle and the costs for due-diligence) may be amortised, upon the decision of the Board, over the planned strategic investment period of each of such Investment in accordance with Luxembourg GAAP or for a maximum period of five years rather than expensed in full when they are incurred; and

(iii) the set up costs for the Company and any Compartment shall be amortised over a maximum period of five years rather than expensed in full when they are incurred.

(e) The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(i) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the interests in unlisted private equity and venture capital funds registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle shall be valued at their last official and available net asset value, as reported or provided by such fund or their agents, or at their last unofficial net asset values (i.e., estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values;

(iii) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organised market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such an asset will be determined on the basis of its fair value estimated by the Company with good faith;

(iv) Investments registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle, other than mentioned in article 12.3(e)(ii) will be valued in accordance with the valuation policy adopted by the Board for the relevant Compartment; the Board may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Compartment;

(v) costs in relation to the acquisition (e.g., due-diligence costs) of an Investment can be capitalized in the Investments in accordance with Luxembourg GAAP.

(vi) The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in accordance with Luxembourg Law. This method will then be applied in a consistent way.

(vii) All assets denominated in a currency other than the Reference Currency of the respective Class/Series shall be converted at the mid-market conversion rate between the reference currency and the currency of denomination as at the Valuation Date.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the NAV and/or of subscription, redemption or conversion of shares.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the NAV as well as the issue of Shares or, as the case may be, the redemption or conversion of Shares:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the Investments, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the Investments are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Company, disposal of the Investments is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason beyond the responsibility of the Company, the value of any Investment may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when for any other reason, the prices of any Investments cannot be accurately determined;

(f) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up, merging or otherwise affecting the Company or any Compartment, Class or Series;

(g) when the suspension is required by law or legal process; or

(h) when for any reason the Board determines that such suspension is in the best interests of Shareholders.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

13.3 Such suspension as to any Compartment, Class or Series will have no effect on the calculation of the NAV, the issue or, as the case may be, the redemption or conversion of Shares of any other Compartment, Class or Series.

14. Art. 14. Management.

14.1 The Company is managed by the Board.

14.2 The nomination of a person as a Director requires the consent of the CSSF in accordance with article 12(3) of the 2004 Act.

14.3 The Board is elected by the Shareholders at the General Meeting at which the number of Directors (within the limitation of article 14.5), their remuneration and term of office will also be determined.

14.4 Directors are nominated out of a list of candidates proposed by Shareholder(s) holding Shares of Class A (the A Shareholders) and, as the case may be, a list of candidates proposed by Shareholder(s) holding Shares issued by any Class other than Class A (the Other Shareholders) after each candidate has received the approval in principle by the CSSF on the basis of article 12 (3) of the 2004 Act.

14.5 The Board is composed by at least three (3) Directors, provided that at least two (2) Directors and not less than half of all Directors (including the Chairman) are selected out of the list of candidates proposed by the A Shareholders (the A Directors). The remaining Directors, if any, are selected out of the list of candidates proposed by the Other Shareholders (the B Directors). For the avoidance of doubt, signature power may be the same or different between A Directors and B Directors.

14.6 If the Other Shareholders do not propose a sufficient number of candidates on their list or do not propose any candidate, the remaining offices respectively all offices will be filled-in by A Directors.

14.7 In the event of a vacancy in the office of an A Director, the Board may temporarily fill the office by a Director selected out of the list of candidates proposed by the A Shareholders. If no candidate is available on this list, the A Shareholders must propose a new list of candidates to the Board within a reasonable period of time indicated by the Board.

14.8 In the event of a vacancy in the office of a B Director, the Board may temporarily fill the office by a Director selected out of the list of candidates proposed by the Other Shareholders. If no candidate is available on this list, the Other Shareholders must propose a new list of candidates to the Board within a reasonable period of time indicated by the Board. If the Others Shareholders do not submit a list of candidates within a reasonable period of time indicated by the Board, the Board is entitled to temporarily fill the office by an A Director.

14.9 Directors, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years.

14.10 Notwithstanding articles 14.3 and 14.5 of these Articles, any Director may be dismissed at any time and at the sole discretion of the General Meeting.

14.11 When a legal entity is appointed as a Director (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.12 Directors are selected by a majority vote of the Shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.13 Directors may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

15. Art. 15. Meetings of the Board.

15.1 The Board will appoint a chairman (the Chairman) among the A Directors and may choose a secretary (the Secretary), who need not be a Director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other Directors will appoint another chairman pro tempore among the A Directors who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

15.2 The Board will meet upon call by the Chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

15.3 Written notice of any meeting of the Board will be given to all the Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

15.4 No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice will not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another Director as his/her/its proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of the Directors and at least one (1) A Director are present or represented. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two (2) Directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the 1915 Act. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting will have a casting vote.

15.8 Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Director. The date of such resolution will be the date of the last signature.

16. Art. 16. Minutes of meetings of the Board.

16.1 The minutes of any meeting of the Board will be signed by the Chairman (including, as the case may be, the pro tempore chairman) or any of the Directors who attended the meeting together with the Secretary.

16.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or any two (2) Directors.

17. Art. 17. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Act or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

18. Art. 18. Delegation of powers.

18.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a Director or not, who will have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

18.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the governing body. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the governing board of any such entity.

18.3 The Board is also authorised to appoint a person, either Director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

18.4 The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company in respect of one or more Compartment(s) or to act in a purely advisory capacity to the Company in respect of one or more Compartment(s). The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees will be as set forth in the Memorandum.

19. Art. 19. Binding signatures.

19.1 The Company will be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) Directors whereby at least one (1) Director must be an A Director.

19.2 The Company will further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the article 18.1 above.

20. Art. 20. Delegation of power and appointment of investment manager.

20.1 The Board may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

20.2 The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement (s), according to which any company first approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to article 21 hereof. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

20.3 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

21. Art. 21. Investment policy and restrictions.

21.1 Any The Board determines for each Compartment the investment policy and restrictions in the Memorandum whereby each Compartment aims to invest in risk capital in accordance with the 2004 Act and applicable regulations and is entitled to hold temporary investments as further determined in the Memorandum. Investment in risk capital can be made through equity, debt or hybrid instruments.

21.2 The Board will also have power to determine any additional restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Compartments' assets, in accordance with the 2004 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Compartment thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Compartment's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Compartment) may acquire.

21.3 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

22. Art. 22. Indemnification.

22.1 The Company will indemnify the initiators, the management company, the Depositary (as defined in article 32.1 below), the Administrator and their affiliates, officers, directors, direct and indirect shareholders, members, agents, partners or employees of each of the foregoing as well as the Directors (each referred to as an Indemnified Person), against all liabilities, costs, damages, expenses (including reasonable legal fees), losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, to which they may be or become subject by reason of their activities

on behalf of the Company so long as the activity or circumstances giving rise to the claim do not involve gross negligence, fraud, reckless disregard or wilful misconduct under Luxembourg law on the part of the Indemnified Person.

22.2 The Company may, wherever deemed appropriate, provide professional, D&O or other adequate indemnity insurance coverage to one or more Indemnified Persons.

23. Art. 23. Powers of the General Meeting of the Company.

23.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting will be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

23.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting will represent the entire body of Shareholders of the Company. It will have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

24. Art. 24. Annual General Meeting of the shareholders - Other meetings.

24.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Wednesday of June of each year at 15h00 (Luxembourg time). If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting will be held on the precedent business day.

24.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

24.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

24.4 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting.

25. Art. 25. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and vote.

Convening General Meeting

25.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

25.2 The Board or, if exceptional circumstances require so, any two Directors acting jointly may convene a General Meeting. They will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

25.3 All the Shares being in registered form, the convening notices will be made by registered mail or courier at least eight (8) calendar days prior to the relevant General Meeting at their addresses set out in the Register. Such notices will include the agenda and specify the time and place of the meeting and the conditions of admission and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities required for the relevant General Meeting.

Voting rights

25.4 Each Share is entitled to one vote, subject to article 11.3 of these Articles. Share premium, if any, does not provide any voting right.

25.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Amendments of the Articles

25.6 Amendments of the Articles require the prior consent of the CSSF.

25.7 Resolutions to amend the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second General Meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Companies Law. The second General Meeting will validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes validly cast at the relevant General Meeting. Votes relating to Shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

Requirement of unanimous consent

25.8 The following resolutions require the unanimous consent of the Shareholders plus for (a) and (b) the unanimous consent of the bondholders, if any, and for (a) the prior approval of the CSSF:

- (a) Abandon of the SICAR status;
- (b) Change of nationality; and
- (c) Increase of commitments of the Shareholders.

Representation and proxy voting

25.9 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

25.10 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

25.11 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include

- (a) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder;
- (b) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right;
- (c) the agenda as set forth in the convening notice; and
- (d) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda.

25.12 In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

Organisation of General Meeting

25.13 Before commencing any deliberations, the Shareholders will elect a chairman of the General Meeting. The chairman will appoint a secretary and the Shareholders will appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

25.14 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

25.15 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other Directors.

26. Art. 26. General meetings of shareholders of a compartment or a class.

26.1 The Shareholders of any Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Compartment.

26.2 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class.

26.3 The provisions of article 25 apply mutatis mutandis to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

27. Art. 27. Auditors.

27.1 The accounting information contained in the annual report of the Company will be reviewed by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

27.2 The independent auditor will fulfil all duties prescribed by the 2004 Act.

27.3 The replacement of the independent auditor requires the approval of the CSSF before being taken by the General Meeting.

28. Art. 28. Liquidation or merger of compartments or classes of shares.

28.1 In the event that for any reason the value of the total net assets in any Compartment or the value of the net assets of any Class within a Compartment or Series has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board or its delegate to be the minimum level for such Compartment or Class or Series to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their Shares into Shares of another Compartment, Class or Series under terms fixed by the Board or to redeem all the Shares of the relevant Class or Classes or Series at the NAV per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses, calculated on the Valuation Date at which such decision will take effect. The Company will serve a notice to the Shareholders of the relevant Class or Classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

28.2 In addition, the General Meeting of any Class or of any Compartment will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class and refund to the Shareholders the NAV of their Shares, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses, calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such General Meeting, which will decide by resolution taken by simple majority of

those present or represented and voting at such General Meeting. Such resolution will however be subject to the Board's consent.

28.3 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Compartment or Class.

28.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

28.5 All redeemed Shares will be cancelled.

28.6 Under the same circumstances as provided by the article 28.1, the Board may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another undertaking for collective investment (UCI) organised under the provisions of the 2007 Act, or the act of 17 December 2010 on UCIs or to another compartment within such other UCI (the New Compartment) and to redesignate the Shares of the Compartment concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one (1) month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

28.7 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the article 28.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting. Such resolution will however be subject to the Board's consent.

28.8 Furthermore, in other circumstances than those described in the article 28.1, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another UCI referred to in article 28.6 or to another compartment within such other UCI will require a resolution of the Shareholders of the Class or Compartment concerned taken with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation. Any General Meeting resolution taken in accordance with this article 28.8 is subject to the Board's consent.

29. Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company will begin on 1 January and ends on 31 December of each year, except for the first accounting year which will begin on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2015.

30. Art. 30. Annual accounts.

30.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the 2004 Act.

30.2 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

30.3 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law will be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

31. Art. 31. Application of income.

31.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided under Luxembourg Law and the Memorandum, how the income from the Compartment will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends.

31.2 For any Class entitled to dividends, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

31.3 Payments of dividends to owners of registered Shares will be made to such Shareholders at their addresses in the Register.

31.4 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

31.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends, in accordance with Luxembourg law, under the terms and conditions set forth by the Board and disclosed in the Memorandum.

31.6 Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Class (es) issued in the respective Compartment.

31.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

32. Art. 32. Depositary.

32.1 The Company will appoint a depositary in accordance with the 2004 Act (the Depositary).

32.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the Company will within two months appoint another depositary in place of the retiring Depositary. The Company will have power to terminate the appointment of the Depositary in accordance with the contractual arrangements in place but will not remove the Depositary unless and until a successor depositary will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

33. Art. 33. Winding up and liquidation of the Company.

33.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

33.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 4.1, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

33.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 4.1; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

33.4 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

33.5 In the event of dissolution of the Company liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation. The appointment of the liquidator(s) requires the approval of the CSSF.

33.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and, if required or necessary, in two newspapers with adequate circulation, one of which must then be a Luxembourg newspaper.

33.7 The liquidator(s) will realise each Compartment's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders of the relevant Compartment according to their respective pro rata.

33.8 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

34. Art. 34. Applicable law. All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2004 Act and the 1915 Act in accordance with article 1.2 of these Articles.

Transitional provisions

1. The first accounting year begins today and ends on 31 December 2015.
2. By derogation to article 24.1, the first annual General Meeting will be held on the last Wednesday of June 2016.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to three thousand and one hundred (3,100) Shares representing the total share capital of the Company.

All these Shares have been fully paid up by the founding shareholder by payment in cash, so that the sum of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) paid by the shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand three hundred Euro (EUR 2,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at three (3);
2. the following persons are appointed as directors:
 - Alphonse Mangen, director, born on 17 June 1958 in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg) and currently residing in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg);

- Jean-Marie Laurent Josi, director, born 10 June 1964 in Uccle (Belgium) and currently residing in Brussels (Belgium);
and

- Xavier de Walque, director, born on 14 January 1965 in Etterbeek (Belgium) and currently residing in Tervuren (Belgium);

3. that there be appointed KPMG Luxembourg S.à r.l. with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company;

4. that the address of the registered office of the Company is at 420F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Signé: O. MALLWITZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 11 novembre 2014. LAC/2014/52736. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014196236/810.

(140219104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Puccini S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 192.505.

—
RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution reçu par son ministère pour compte de la société d'investissement en capital à risque organisée sous la forme d'une société anonyme «Puccini S.A., SICAR», établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, non encore inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 11 novembre 2014, relation: LAC/2014/52736, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y A LIEU DE LIRE:

«(...) Puccini S.A., SICAR

Société d'investissement en capital à risque organisée sous la forme d'une société anonyme

Siège social: 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Number: 2721/2014

Constitution de société en date du 5 novembre 2014.

(...)»

“(...) 2. the following persons are appointed as directors:

1. Alphonse Mangen, director, born on 17 June 1958 in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg) and with professional address at 9b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

2. Jean-Marie Laurent Josi, director, born 10 June 1964 in Uccle (Belgium) and with professional address at Rue de la Chancellerie 2/1 - B 1000 Brussels (Belgium); and

3. Xavier de Walque, director, born on 14 January 1965 in Etterbeek (Belgium) and with professional address at Rue de la Chancellerie 2/1 - B 1000 Brussels (Belgium):

3. that there be appointed KPMG Luxembourg S.à r.l. with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company;

4. that the address of the registered office of the Company is at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(...)”

AU LIEU DE:

«(...) Puccini S.A., SICAR

Société d'investissement en capital à risque organisée sous la forme d'une société anonyme

Siège social: 420F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Number: 2721/2014

Constitution de société en date du 5 novembre 2014.

(...)»

“(...) 2. the following persons are appointed as directors:

1. Alphonse Mangen, director, born on 17 June 1958 in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg) and currently residing in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg);

2. Jean-Marie Laurent Josi, director, born 10 June 1964 in Uccle (Belgium) and currently residing in Brussels (Belgium); and

3. Xavier de Walque, director, born on 14 January 1965 in Etterbeek (Belgium) and currently residing in Tervuren (Belgium);

3. that there be appointed KPMG Luxembourg S.à r.l. with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company;

4. that the address of the registered office of the Company is at 420F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(...)”

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 05 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57988. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014196237/60.

(140219104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

RP Lux Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 177.924.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196303/11.

(140219420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Repro Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 180.132.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 03/12/2014

Il est décidé de:

- accepter, à dater du 03/12/2014, la démission de l'administrateur et administrateur délégué Monsieur Philip Van Caenegem demeurant professionnellement à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

- accepter, à dater du 03/12/2014, la démission de l'administrateur Monsieur Ludo Debergh, demeurant professionnellement à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

- nommer, à dater du 03/12/2014, en tant qu'administrateur délégué la société PRACTICE & VISION CONSULTING EVBA ayant son siège social à B-1730 Asse, 159, Petrus Ascanusstraat (Belgique) représentée par Monsieur Philip Van Caenegem, et ce pour un mandat se clôturant immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019.

Référence de publication: 2014195427/16.

(140217939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Orion IV European 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 186.794.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-fifth day of November.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Orion IV European 31 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191.641, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (the "Sole Member"),

here represented by Bastien Burin, LLM, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on November 24, 2014.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of Orion IV European 18 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186.794, incorporated pursuant to a deed of the undersigned dated 2 April 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1810 dated 11 July 2014. The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one thousand nine hundred ninety euro (EUR 1,990) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) up to fourteen thousand four hundred ninety euro (EUR 14,490) through the issue of one thousand nine hundred and ninety (1,990) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash;

2. Subsequent amendment of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Member takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an amount of one thousand nine hundred ninety euro (EUR 1,990) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) up to fourteen thousand four hundred ninety euro (EUR 14,490) through the issue of one thousand nine hundred and ninety (1,990) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash.

The one thousand nine hundred and ninety (1,990) new issued shares have been entirely subscribed by the Sole Member, represented as stated above, for a total amount of one hundred ninety-nine thousand euro (EUR 199,000).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by a contribution in cash amounting to one hundred ninety-nine thousand euro (EUR 199,000), so that the said amount of one hundred ninety-nine thousand euro (EUR 199,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the notary.

The total contribution in the amount of one hundred ninety-nine thousand euro (EUR 199,000) shall be allocated as follows:

- one thousand nine hundred ninety euro (EUR 1,990) to the share capital of the Company; and
- one hundred ninety-seven thousand ten euro (EUR 197,010) to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Member resolves to amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

" Art. 5. Capital. The issued share capital of the Company is set at fourteen thousand four hundred ninety euro (EUR 14,490), divided into fourteen thousand four hundred and ninety (14,490) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares")."

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand six hundred euro (EUR 1,600).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Orion IV European 31 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.641, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Bastien Burin, LLM, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 24 novembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Orion IV European 18 S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.794, constituée suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 2 avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1810 en date du 11 juillet 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de mille neuf cent quatre-vingt-dix euro (EUR 1.990) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix euros (EUR 14.490), par l'émission de mille neuf cent quatre-vingt-dix (1.990) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

2. Modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (EUR 1.990) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix euros (EUR 14.490), par l'émission de mille neuf cent quatre-vingt-dix (1.990) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

Les mille neuf cent quatre-vingt-dix (1.990) nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 199.000).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par un apport en numéraire d'un montant de cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 199.000), lequel montant de cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 199.000) est désormais à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 199.000) est affecté comme suit:

- mille neuf cent quatre-vingt-dix euros (EUR 1.990) au capital social de la Société; et
- cent quatre-vingt-dix-sept mille dix euros (EUR 197.010) à la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital émis de la Société est fixé à quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix euros (EUR 14.490), divisé en quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix (14.490) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille six cents euros (EUR 1.600).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Burin, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 27 novembre 2014. REM/2014/2592. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195286/124.

(140217912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

OCM Luxembourg Real Estate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.474.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of November,
before Us, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of OCM Luxembourg Real Estate Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital amounting to EUR 683,575.-, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 97474 (the Company). The Company was incorporated on November 20, 2003, pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 28, page 1325, dated January 9, 2004. The articles of association of the Company were amended for the last time on February 7, 2007 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 955, page 45794, dated May 23, 2007.

THERE APPEARED:

OCM Luxembourg Real Estate Holdings LLC, a limited liability company existing under the laws of the state of California, with registered office at 333, South Grand Avenue, USA - 90071 Los Angeles, registered with the Los Angeles Register of Commerce and Companies under number 20-0448032 (the Sole Shareholder);

hereby represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The twenty-seven thousand three hundred and forty-three (27,343) shares of the Company, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices;
2. Dissolution and liquidation of the Company;
3. Appointment of Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator and liquidation procedure;
4. Discharge to be granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and
5. Miscellaneous.

Now, therefore, the Sole Shareholder, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Third resolution

The Meeting decides to appoint Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company (the Liquidator).

Fourth resolution

The Meeting decides that the Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company's assets and liabilities, that the Liquidator will have the broadest powers pursuant to the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Law) to perform its duties (including without limitation to dispose of the Company's assets) and that the Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

For such a purpose, the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting decides to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,150.-.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour du mois de novembre,

par-devant nous, Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de OCM Luxembourg Real Estate Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et un capital social s'élevant à EUR 683,575.-, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97474, (la Société). La Société a été constituée le 20 novembre 2003 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 28, page 1325, daté du 9 janvier 2004. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 5 mai 2009, selon un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 955, page 45794, en date du 23 mai 2007.

A COMPARU:

OCM Luxembourg Real Estate Holdings LLC, une société à responsabilité limitée soumise au droit de Californie, ayant son siège social au 333, South Grand Avenue, USA - 90071 Los Angeles, étant immatriculée au Los Angeles Register of Commerce and Companies sous le numéro 20-0448032 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les vingt-sept mille trois cent quarante-trois (27.343) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Dissolution et liquidation de la Société;

3. Nomination de Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation;

4. Décharge à accorder aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat; et

5. Divers.

Sur ce, l'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société (le Liquidateur).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide que le Liquidateur dressera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société, que le Liquidateur sera investi des pouvoirs les plus étendus en vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi), afin d'accomplir ses fonctions (y inclus le droit de disposer sans limite des actifs de la Société) et que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du Liquidateur.

A ces fins, le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et accomplir toutes opérations, y inclus ceux prévus par l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou devoirs spécifiques et définis à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur est autorisé, à sa seule discrétion, à payer des avances sur les bonis de liquidation à l'Associé Unique, et ce conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder pleine décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à environ EUR 1.150,-

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 décembre 2014. Relation GRE/2014/4751. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014195305/153.

(140217778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Polish Beta Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 345.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.444.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of November.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

1. POLISH ENTERPRISE FUND V, L.P., a limited partnership formed and existing under the laws of the State of Delaware (U.S.A.), having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, USA and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 3718637 ("PEF V"), which holds 9,200 class A units in the Company,

duly represented by Caroline FEUGA professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2. POLISH ENTERPRISE FUND VI, L.P., an exempted limited partnership formed and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at South Church Street, Uglan House, KY - George Town, Grand Cayman and registered with the register of Exempted Limited Partnership under the number MC-17845 ("PEF VI"), which holds 4,600 class B units in the Company,

duly represented by Caroline FEUGA professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

(collectively referred to as the "Unitholders").

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Unitholders have requested the undersigned notary to record that the Unitholders are the holders of the entire share capital of Polish Beta Group S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated by a notarial deed drawn up on August 31, 2005 by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, having a share capital of EUR 345,000.00, with registered office at 29, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 110.444 and whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") number 1454, page 69781, dated December 24, 2005 (the "Company"). The Articles were most recently amended by a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on March 9, 2007 and published in Mémorial C, number 1910, page 91664, dated September 7, 2007.

The Unitholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To acknowledge the report of the "Commissaire à la liquidation" and approval of the Liquidator's report and the liquidation's accounts;
2. To decide to grant discharge to the Liquidator and the "Commissaire à la liquidation";
3. To decide to close the liquidation;
4. To acknowledge and agree the consequences of the liquidation;
5. Miscellaneous.

First resolution

The Bureau, having taken notice of the report of the “Commissaire à la liquidation”, namely Fiduciaire du Grand-Duché du Luxembourg S.à r.l, approves the liquidator’s report and the liquidation accounts.

The said report, after signature "ne varietur" by the persons attending and the recording notary, will be attached to the present deed to be registered with it.

For: 100 %

Against: /

Abstentions: /

Second resolution

The Bureau gives full discharge to the liquidator and to the “commissaire à la liquidation” for the execution of their respective mandates.

For: 100 %

Against: /

Abstentions: /

Third resolution:

The Bureau and Proxyholders declare the liquidation definitively closed.

For: 100 %

Against: /

Abstentions: /

Fourth resolution:

The Bureau decides that all corporate documents, files and records shall be kept at the former registered office of the company for a period of five years, and all the sums and assets belonging to unitholders and creditors who would not present at the end of the liquidation will be deposited at Société Générale on the account of the company for the benefit of who it may concern.

For: 100 %

Against: /

Abstentions: /

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l’an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour de novembre.

Par-devant nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. POLISH ENTERPRISE FUND V, LP, un limited partnership constitué et existant selon les lois de l’État du Delaware, Etats-Unis d’Amérique, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware, 19801, Etats-Unis d’Amérique et enregistré auprès du Secrétaire d’Etat de l’Etat du Delaware sous le numéro 3718637 ("PEF V"), qui détient 9.200 parts sociales de catégorie A de la Société,

dûment représenté par Caroline FEUGA demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé;

2. POLISH ENTERPRISE FUND VI, L.P., un exempted limited partnership constitué et existant selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au South Church Street, Uglan House, KY - George Town, Grand Cayman et enregistré

auprès du Register of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-17845 ("PEF VI"), qui détient 4.600 parts sociales de catégorie B de la Société,

dûment représenté par Caroline FEUGA demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

(collectivement dénommés les «Associés»)

Les procurations mentionnées ci-dessus, signée "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être soumises aux autorités de l'enregistrement avec lui.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acte que les Associés sont les détenteurs de la totalité du capital social de Polish Beta Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée par acte notarié établi le 31 août 2005 par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, ayant un capital social de EUR 345.000,00, son siège social au 29, boulevard du Prince Henri, L- 1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.444 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations ("Mémorial C") numéro 1454 page 69781, en date du 24 décembre 2005 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été dernièrement modifiés par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 mars 2007 et publiés au Mémorial C, numéro 1910, page 91664 le 7 septembre 2007.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ayant reconnu être dûment et pleinement informés des résolutions à prendre sur la base des éléments suivants:

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance du rapport du commissaire à la liquidation et approbation du rapport du Liquidateur et des comptes de liquidation;
2. Décision quant à la Décharge à accorder au Liquidateur et au Commissaire à la liquidation;
3. Décision sur la clôture de la Liquidation;
4. Prise de connaissance et accord sur les conséquences de la liquidation;
5. Divers.

Première résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, à savoir la Fiduciaire du Grand-Duché du Luxembourg S.à r.l., approuve le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

Le rapport du commissaire à la liquidation, après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent procès-verbal pour être formalisé avec lui.

Pour: 100 %

Contre: /

Abstentions: /

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire à la liquidation, en ce qui concerne l'exécution de leurs mandats respectifs.

Pour: 100 %

Contre: /

Abstentions: /

Troisième résolution:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

Pour: 100 %

Contre: /

Abstentions: /

Quatrième résolution:

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

En outre les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés à la Société Générale au profit de qui il appartiendra.

Pour: 100 %

Contre: /
Abstentions: /

Pouvoir

La/les partie(s) comparant(es) ci-dessus donne pouvoir à tout agent et/ou employé du bureau du notaire signataire, agissant individuellement pour procéder à l'enregistrement, l'établissement, la suppression, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires suite à cet acte et, éventuellement, de dessiner, de rectification et de signer toute erreur, faute ou faute de frappe à cet acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Feuga, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 3 décembre 2014. Relation: RED/2014/2431. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 3 décembre 2014.

Jean Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014196259/165.

(140219005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

RES 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.398.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "RES 1 S.A." (hereinafter, the "Company"), with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161398, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated May 27, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1963, dated August 25, 2011 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated July 26, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2457, dated October 12, 2011.

The meeting is chaired by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address at 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Ms Monique DRAUTH, employee, with professional address at 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Robert GOEREND, lawyer, with professional address at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders present or represented by virtue of three (3) proxies given under private seal on 25 and 26 November 2014, and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.

II. During a meeting of the board of directors of the Company held on November 25, 2014, the board of directors has approved all the resolutions to be taken pursuant to the present deed

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation representing the entire share capital of the Company, presently set at one hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 109,077,944.-), are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

IV. The agenda of the meeting is as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company from one hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 109,077,944.-) to two hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 209,077,944.-), by the issuance of (i) fifty million (50,000,000) Class A shares and (ii) fifty million (50,000,000) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, to be fully paid up by the conversion of:

- fifty (50) bonds redeemable in shares of the Company (the "ORA") issued by the Company on July 26, 2011, having a nominal value of one million Euro (EUR 1,000,000.-) each, and convertible into class A shares of the Company pursuant to a conversion ratio of one (1) ORA for one million (1,000,000) class A shares and which are convertible at the date hereof; and

- fifty (50) ORAs issued by the Company on July 26, 2011, having a nominal value of one million Euro (EUR 1,000,000.-) each, and convertible into class B shares of the Company pursuant to a conversion ratio of one (1) ORA for one million (1,000,000) class B shares and which are convertible at the date hereof.

2. Conversion (based on a 1 to 1 ratio) of ten million (10,000,000) class C shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, held by (i) Bridgepoint Europe IV FCPR, a French law investment fund (fonds commun de placement à risques), represented by its management company BRIDGEPOINT SAS, a French company simplified by shares (société par actions simplifiée), incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 82, rue de Courcelles, F-75008 Paris, France, registered with the Commercial Register of Paris under number 380 223 313, for five million (5,000,000) class C shares and (ii) Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, a French law investment fund (fonds commun de placement à risques), represented by its management company BRIDGEPOINT SAS, prenamed, for five million (5,000,000) class C shares, into ten million (10,000,000) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each;

3. Conversion (based on a 1 to 1 ratio) of ten million (10,000,000) class C shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each into ten million (10,000,000) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each held by Sphynx 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one million Euro (EUR 1,000,000.00), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161.481, into ten million (10,000,000) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each;

4. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association in order to give it the following content:

"The subscribed share capital of the Company is set at two hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 209,077,944.-) represented by one-hundred and four million five hundred thirty-eight thousand nine hundred seventy-two (104,538,972) class A shares and one-hundred and four million five hundred thirty-eight thousand nine hundred seventy-two (104,538,972) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are recorded in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company."

5. Acknowledgement of the resignation of Mr. Pierre Foucry of his office as Category C Director of the Company with effect as at the date hereof;

6. Cancellation of the Category C Directors; and

7. Subsequent amendment of article 14 of the articles of association in order to give it the following content:

"The Company is managed by a board of directors (hereinafter, the Board of Directors), composed of at least four (4) directors divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Directors" and "Category B Directors". A majority of directors shall be Luxembourg residents. The director(s) need not be shareholders. The director(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders given in accordance with any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders, in accordance with any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders."

V. The meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution:

The meeting resolved to increase the issued share capital of the Company from one hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 109,077,944.-) to two hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 209,077,944.-) by the issuance of (i) fifty million (50,000,000) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each (the "New Class A Shares") and (ii) fifty million (50,000,000) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each (the "New Class B Shares") to be paid up by the conversion of:

- fifty (50) bonds redeemable in shares of the Company issued by the Company on July 26, 2011, having a nominal value of one million Euro (EUR 1,000,000.-) each, and convertible into class A shares of the Company pursuant to a conversion ratio of one (1) ORA for (i) one million (1,000,000) class A shares and which are convertible at the date hereof.

- fifty (50) bonds redeemable in shares of the Company issued by the Company on July 26, 2011, having a nominal value of one million Euro (EUR 1,000,000.-) each, and convertible into class B shares of the Company pursuant to a conversion ratio of one (1) ORA for (i) one million (1,000,000) class B shares and which are convertible at the date hereof.

The issuance of the above-mentioned ORAs, has been subject to a report of PricewaterhouseCoopers, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as independent auditor. According to article 32-4 of the law dated August 10, 1915, as amended, no auditor report is needed for the purpose of the conversion of such ORAs.

Subscription - Intervention - Payment

- Sphynx 2 S.à r.l., prenamed, through its proxyholder, resolves to subscribe for all the New Class A Shares with an aggregate amount of fifty million Euro (EUR 50,000,000.-) and to full pay them up by the conversion of fifty (50) ORAs.

- Bridgepoint Europe IV FCPR, prenamed, through its proxyholder, resolves to subscribe for twenty-five million (25,000,000) New Class B Shares with an aggregate amount of twenty-five million Euro (EUR 25,000,000.-) and to full pay them up by the conversion of twenty-five (25) ORAs.

- Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, prenamed, through its proxyholder, resolves to subscribe for twenty-five million (25,000,000) New Class B Shares with an aggregate amount of twenty-five million Euro (EUR 25,000,000.-) and to full pay them up by the conversion of twenty-five (25) ORAs.

Second resolution:

The meeting resolved to proceed to the conversion (based on a 1 to 1 ratio) of ten million (10,000,000) class C shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each held by:

- Bridgepoint Europe IV FCPR, prenamed, for five million (5,000,000) class C shares;
- Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, prenamed, for five million (5,000,000) class C shares;

into ten million (10,000,000) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

Third resolution:

The meeting resolved to proceed to the conversion (based on a 1 to 1 ratio) of ten million (10,000,000) class C shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each held by Sphynx 2 S.à r.l., prenamed, into ten million (10,000,000) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

Fourth resolution:

The meeting resolved to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions and to give it the following content:

“The subscribed share capital of the Company is set at two hundred nine million seventy-seven thousand nine hundred forty-four Euro (EUR 209,077,944.-) represented by one-hundred and four million five hundred thirty-eight thousand nine hundred seventy-two (104,538,972) class A shares, and one-hundred and four million five hundred thirty-eight thousand nine hundred seventy-two (104,538,972) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are recorded in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.”

Fifth resolution:

The meeting resolved to acknowledge the resignation of Mr. Pierre Foucry of his office as Category C Director of the Company with effect as at the date hereof.

Sixth resolution:

The meeting resolved to cancel the C Category Directors.

Seventh resolution:

The meeting resolved to subsequently amend article 14 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolution and to give it the following wording:

“The Company is managed by a board of directors (hereinafter, the Board of Directors), composed of at least four (4) directors divided into two (2) categories, respectively denominated “Category A Directors” and “Category B Directors”. A majority of directors shall be Luxembourg residents. The director(s) need not be shareholders. The director(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders given in accordance with any shareholders’ agreement which may be entered into from time to time between the shareholders.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders, in accordance with any shareholders’ agreement which may be entered into from time to time between the shareholders.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at six thousand seven hundred Euro (EUR 6,700.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the members of the bureau and to the proxy holder of the appearing persons, who are known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-septième jour du mois de novembre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «RES 1 S.A.» (ci-après, la «Société»), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161398, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1963 du 25 août 2011, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 26 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2457 du 12 octobre 2011.

L’assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle au 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Monique DRAUTH, salariée, avec adresse professionnelle au 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

L’assemblée choisit comme scrutateur Me. Robert GOEREND, avocat, avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d’acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, en vertu de trois (3) procurations données sous-seing privé le 25 et le 26 novembre 2014, et le nombre d’actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l’enregistrement.

II. Lors d’une réunion du conseil d’administration de la Société tenue le 25 novembre 2014, le conseil d’administration a approuvé toutes les résolutions qui seront prises conformément au présent acte.

III. Qu’il appert de cette liste de présence que la totalité des actions, représentant l’intégralité du capital social actuellement fixé à cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 109.077.944,-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l’assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

IV. L’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social émis de la Société afin de le porter de cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 109.077.944,-) à deux cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 209.077.944,-) par l’émission de (i) cinquante millions (50.000.000) d’actions de classe A et cinquante

millions (50.000.000) d'actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, à libérer intégralement par la conversion de:

- cinquante (50) obligations rachetables en actions de la Société (une «ORA»), émises par la Société le 26 juillet 2011, ayant une valeur nominale d'un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) chacune et convertibles en actions de classe A de la Société suivant un ratio de conversion d'une (1) ORA pour un million (1.000.000,-) d'actions de classe A et qui sont convertibles à la date des présentes; et

- cinquante (50) ORAs, émises par la Société le 26 juillet 2011, ayant une valeur nominale d'un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) chacune et convertibles en actions de classe B de la Société suivant un ratio de conversion d'une (1) ORA pour un million (1.000.000,-) d'actions de classe A et qui sont convertibles à la date des présentes.

2. Conversion (sur base d'un ratio de 1 pour 1) de dix millions (10.000.000) d'actions de classe C d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune détenues par (i) Bridgepoint Europe IV FCPR, un fonds commun de placement à risques de droit français, représentée par sa société de gestion BRIDGEPOINT SAS, une société par actions simplifiée constituée et existante selon les lois françaises, ayant son siège social au 82, rue de Courcelles, F-75008 Paris, France, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 223 313, à hauteur de cinq millions (5.000.000) d'actions de classe C, et (ii) Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, un fonds commun de placement à risques de droit français, représentée par sa société de gestion BRIDGEPOINT SAS, précitée, à hauteur de cinq millions (5.000.000) d'actions de classe C, en dix millions (10.000.000) d'actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune;

3. Conversion (sur base d'un ratio de 1 pour 1) de dix millions (10.000.000) d'actions de classe C d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune détenues par Sphynx 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.481, en dix millions (10.000.000) d'actions de classe A d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune;

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société afin lui donner la teneur suivante:

“Le capital social est fixé à deux cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 209.077.944,-) représenté par cent quatre millions cinq cent trente-huit mille neuf cent soixante-douze (104.538.972) actions de classe A et cent quatre millions cinq cent trente-huit mille neuf cent soixante-douze (104.538.972) actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes intégralement libérées.

Les actions sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

Vis-à-vis de la Société, la personne au nom de laquelle les actions nominatives sont inscrites dans le registre des actionnaires sera considérée comme détentrice des actions.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.”

5. Constat de la démission de M. Pierre Foucry de son mandat d'Administrateur de Catégorie C auprès de la Société avec effet à la date des présentes;

6. Annulation de la Catégorie d'Administrateurs C; et

7. Modification subséquente de l'article 14 des statuts de la Société pour lui donner la lecture suivante:

“La Société est gérée par un conseil d'administration (ci-après, le Conseil d'Administration), composé d'au moins quatre (4) administrateurs divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement «Administrateurs de Catégorie A» et «Administrateurs de Catégorie B». Une majorité des administrateurs doit être résident luxembourgeois. Les administrateurs ne doivent pas obligatoirement être actionnaires. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des actionnaires donnée en accord avec les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu à tout moment entre les actionnaires.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société, en accord avec les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu à tout moment entre les actionnaires.”

V. L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social émis de la Société afin de le porter de cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 109.077.944,-) à deux cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 209.077.944,-) par l'émission de (i) cinquante millions (50.000.000) d'actions de classe A d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Nouvelles Actions de Classe A») et cinquante millions (50.000.000) d'actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Nouvelles Actions de Classe B») à libérer intégralement par la conversion de:

- cinquante (50) ORAs de la Société, émises par la Société le 26 juillet 2011, ayant une valeur nominale d'un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) chacune et convertibles en actions de classe A de la Société suivant un ratio de conversion d'une (1) ORA pour un million (1.000.000,-) d'actions de classe A et qui sont convertibles à la date des présentes; et

- cinquante (50) ORAs de la Société, émises par la Société le 26 juillet 2011, ayant une valeur nominale d'un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) chacune et convertibles en actions de classe B de la Société suivant un ratio de conversion d'une (1) ORA pour un million (1.000.000,-) d'actions de classe B et qui sont convertibles à la date des présentes.

L'émission des ORAs susvisées a fait l'objet d'un rapport de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises agréé. Conformément à l'article 32-4 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, aucun rapport de la part d'un réviseur d'entreprises agréé n'est requis pour les besoins de la conversion de telles ORAs.

Souscription - Intervention - Libération

- Sphinx 2 S.à r.l., précitée, représentée par son mandataire, décide de souscrire à l'intégralité des Nouvelles Actions de Classe A d'un montant total de cinquante millions d'Euro (EUR 50.000.000,-) et de les libérer intégralement par la conversion de cinquante (50) ORAs.

- Bridgepoint Europe IV FCPR, précitée, représentée par son mandataire, décide de souscrire à vingt-cinq millions (25.000.000) de Nouvelles Actions de Classe B d'un montant total de vingt-cinq millions d'Euro (EUR 25.000.000,-) et de les libérer intégralement par la conversion de vingt-cinq (25) ORAs.

- Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, précitée, représentée par son mandataire, décide de souscrire à vingt-cinq millions (25.000.000) de Nouvelles Actions de Classe B d'un montant total de vingt-cinq millions d'Euro (EUR 25.000.000,-) et de les libérer intégralement par la conversion de vingt-cinq (25) ORAs.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de procéder à la conversion (sur base d'un ratio de 1 pour 1) des dix millions (10.000.000) d'actions de classe C d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune détenues par:

- Bridgepoint Europe IV FCPR, précitée, à hauteur de cinq millions (5.000.000) d'actions de classe C;
 - Bridgepoint Europe IV 2 FCPR, précitée, à hauteur de cinq millions (5.000.000) d'actions de classe C;
- en dix millions (10.000.000) d'actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Troisième résolution:

L'assemblée décide de procéder à la conversion (sur base d'un ratio de 1 pour 1) des dix millions (10.000.000) d'actions de classe C d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune détenues par Sphinx 2 S.à r.l., précitée, en dix millions (10.000.000) d'actions de classe A d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

“Le capital social est fixé à deux cent neuf millions soixante-dix-sept mille neuf cent quarante-quatre Euro (EUR 209.077.944,-) représenté par cent quatre millions cinq cent trente-huit mille neuf cent soixante-douze (104.538.972) actions de classe A et cent quatre millions cinq cent trente-huit mille neuf cent soixante-douze (104.538.972) actions de classe B d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, toutes intégralement libérées.

Les actions sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

Vis-à-vis de la Société, la personne au nom de laquelle les actions nominatives sont inscrites dans le registre des actionnaires sera considérée comme détentrice des actions.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.”

Cinquième résolution:

L'assemblée constate la démission de M. Pierre Foucry de son mandat d'Administrateur de Catégorie C auprès de la Société avec effet à la date des présentes.

Sixième résolution:

L'assemblée décide d'annuler la Catégorie d'Administrateurs C.

Septième résolution:

L'assemblée décide de modifier l'article 14 des statuts de la Société afin de refléter la résolution précédente, et de lui donner la teneur suivante:

“La Société est gérée par un conseil d'administration (ci-après, le Conseil d'Administration), composé d'au moins quatre (4) administrateurs divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement «Administrateurs de Catégorie A» et «Administrateurs de Catégorie B». Une majorité des administrateurs doit être résident luxembourgeois. Les administrateurs ne doivent pas obligatoirement être actionnaires. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment, avec

ou sans motif, par une décision des actionnaires donnée en accord avec les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu à tout moment entre les actionnaires.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société, en accord avec les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui pourrait être conclu à tout moment entre les actionnaires."

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de six mille sept cents Euros (EUR 6.700,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, Drauth, Goerend, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57108. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196294/328.

(140218980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.514.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of November,
before Us, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the Sole Shareholder of OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital amounting to EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 141.514 (the Company). The Company was incorporated on September 5, 2008, pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2380, page 114224, dated September 30, 2008. The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

1. OCM Luxembourg OPPS VIIb S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital amounting to EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 139.727 (the Sole Shareholder);

hereby represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The five hundred (500) shares of the Company, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices;
2. Dissolution and liquidation of the Company;

3. Appointment of Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator and liquidation procedure;

4. Discharge to be granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and

5. Miscellaneous.

Now, therefore, the Sole Shareholder, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Third resolution

The Meeting decides to appoint Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company (the Liquidator).

Fourth resolution

The Meeting decides that the Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company's assets and liabilities, that the Liquidator will have the broadest powers pursuant to the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Law) to perform its duties (including without limitation to dispose of the Company's assets) and that the Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

For such a purpose, the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting decides to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,150.-.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour du mois de novembre,

par-devant nous, Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et un capital social s'élevant à EUR 12.500,-, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.514, (la Société). La Société a été constituée le 5

septembre 2008 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2380, page 114224, daté du 30 septembre 2008. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

A COMPARU:

OCM Luxembourg OPPS VIIb S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et un capital social s'élevant à EUR 12.500,-, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.727 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les cinq cents (500) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Dissolution et liquidation de la Société;

3. Nomination de Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation;

4. Décharge à accorder aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat; et

5. Divers.

Sur ce, l'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société (le Liquidateur).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide que le Liquidateur dressera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société, que le Liquidateur sera investi des pouvoirs les plus étendus en vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi), afin d'accomplir ses fonctions (y inclus le droit de disposer sans limite des actifs de la Société) et que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du Liquidateur.

A ces fins, le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et accomplir toutes opérations, y inclus ceux prévus par l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou devoirs spécifiques et définis à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur est autorisé, à sa seule discrétion, à payer des avances sur les bonis de liquidation à l'Associé Unique, et ce conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder pleine décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

191658

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à environ EUR 1.150,-

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 décembre 2014. Relation GRE/2014/4753. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014195304/150.

(140217348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

North REOF Saxon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2422 Luxembourg, 3, rue Rénert.

R.C.S. Luxembourg B 120.913.

Extrait de résolution de l'associé unique prise le 10 Novembre 2014

Veillez noter que le nom de l'Associé Unique de North REOF Saxon Sarl a été changer de North Real Estate Opportunities Fund Holdings LP en Argo Real Estate Opportunities Fund Holding LP et que le siège social de l'Associé Unique a été transféré de Uglan House, South Church Street, KY-George Town Grand Cayman à Sussex House, 128 Elgin Avenue P.O. Box 31298 Grand Cayman KY1-1206 Cayman Islands.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Novembre 2014.

Référence de publication: 2014195259/15.

(140217963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

OCM Luxembourg Mezz II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.812.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of November,
before Us, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of OCM Luxembourg Mezz II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital amounting to EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.812 (the Company). The Company was incorporated on July 29, 2008, pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2118, page 101638, dated September 1, 2008. The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

OCM Mezzanine Fund II, L.P., a limited partnership organised under the laws of the state of Delaware, having its registered office at c/o Oaktree Capital Management, L.P., 333 S. Grand Avenue, 28th floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America and registered with the Delaware Division of Corporation under number 3950773 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The five hundred (500) shares of the Company, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices;

2. Dissolution and liquidation of the Company;

3. Appointment of Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator and liquidation procedure;

4. Discharge to be granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and

5. Miscellaneous.

Now, therefore, the Sole Shareholder, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Third resolution

The Meeting decides to appoint Headstart Management Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.181, as liquidator of the Company (the Liquidator).

Fourth resolution

The Meeting decides that the Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company's assets and liabilities, that the Liquidator will have the broadest powers pursuant to the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Law) to perform its duties (including without limitation to dispose of the Company's assets) and that the Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

For such a purpose, the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting decides to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,150.-.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour du mois de novembre,

par-devant nous, Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de OCM Luxembourg Mezz II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et un capital social s'élevant à EUR 12.500,-, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.812, (la Société). La Société a été constituée le 29 juillet 2008 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2118, page 101638, daté du 1^{er} septembre 2008. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

A COMPARU:

OCM Mezzanine Fund II, L.P., une limited partnership soumise au droit du Delaware, ayant son siège social au c/o Oaktree Capital Management, L.P., 333 S. Grand Avenue, 28th floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis, étant immatriculée au Delaware Division of Corporation sous le numéro 3950773 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les cinq cents (500) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Dissolution et liquidation de la Société;

3. Nomination de Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation;

4. Décharge à accorder aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat; et

5. Divers.

Sur ce, l'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, étant immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.181, en qualité de liquidateur de la Société (le Liquidateur).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide que le Liquidateur dressera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société, que le Liquidateur sera investi des pouvoirs les plus étendus en vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi), afin d'accomplir ses fonctions (y inclus le droit de disposer sans limite des actifs de la Société) et que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du Liquidateur.

A ces fins, le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et accomplir toutes opérations, y inclus ceux prévus par l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou devoirs spécifiques et définis à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur est autorisé, à sa seule discrétion, à payer des avances sur les bonis de liquidation à l'Associé Unique, et ce conformément à l'article 148 de la Loi.

191661

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder pleine décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats.
Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à environ EUR 1.150,-

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 décembre 2014. Relation GRE/2014/4747. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014195300/148.

(140217341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Imro SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-6910 Roodt-sur-Syre, 3, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg E 1.793.

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

1. Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER, ouvrier, né à Eschsur-Alzette, le 28 novembre 1967, et son épouse

2. Madame Monique WETZ, aide soignante, née à Ettelbück, le 21 avril 1965,

demeurant ensemble à L-6910 Roodt-Sur-Syre, 3, route de Luxembourg,

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter qu'ils sont les seuls et uniques associés de «IMRO SCI», société civile avec siège social à L-6910 Roodt/Syre, 3, rue de Luxembourg, (i.n. 1992 70 00 329), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section E, sous le numéro 1.793.

constituée par acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 février 1992, publié au Mémorial C numéro 372 du 31 août 1992, dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné en date du 22 avril 1992, publié au Mémorial C numéro 450 du 22 avril 1992

et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale constate que:

i.- Madame Léonie Irène KLEINBAUER, (inscrite auprès du RCSL comme Irène KLEINBAUER) de son vivant femme au foyer, est décédée ab intestat à Luxembourg le 16 janvier 2010, que sa succession comprenant 374 (trois cent soixante-quatorze) parts d'intérêts de la Société Civile «IMRO SCI» serait échue à parts égales à ses trois (3) enfants Jean-Marie, Bernard et Richard les MULLER et son petit-fils Jeff MULLER.

ii.- Que Monsieur Jeff MULLER, par déclaration pardevant le greffier du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, a renoncé à la succession de feu Léonie Irène KLEINBAUER, de sorte que les 374 (trois cent soixante-quatorze) parts d'intérêts que feu Léonie Irène KLEINBAUER détenait dans le patrimoine de la Société Civile «IMRO SCI» ont été attribués à ses trois (3) enfants Jean-Marie, Bernard et Richard les MULLER.

iii.- Que Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER, (inscrit auprès du RCSL comme Bernard MULLER) a acquis suivant acte de cession de parts reçu par le notaire instrumentant en date du 19 juin 2012, les 502.67 (cinq cent deux virgule soixante-sept) parts d'intérêts appartenant à Herr Jean Marie Pierre MULLER inscrit auprès du RCSL comme Jean-Marie MULLER). Cet acte a été enregistré à Grevenmacher, le 22 juin 2012, relation GRE/2012/2210.

iv.- Que Madame Monique WETZ, a acquis suivant acte de cession de parts reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour, les 498,66 (quatre cent quatre-vingt-dix-huit virgule soixante-six) parts d'intérêts appartenant à Herr Joseph Nicolas Richard MULLER inscrit auprès du RCSL comme Richard MULLER).

v.- Suite à ce qui précède, les mille cinq cents (1.500) parts d'intérêts représentant l'intégralité du patrimoine de la Société seront réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts d'intérêts
1.- Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER	1.001,34
2.- Madame Monique WETZ	498,66
Total:	1.500

Deuxième résolution

L'assemblée décide de restructurer le patrimoine de la Société en remplaçant les 1.500 (mille cinq cents) parts d'intérêts existantes par cent cinquante mille (150.000) nouvelles parts d'intérêts. Zéro virgule zéro une (0,01) part d'intérêt existante, donnera droit à une (1) nouvelle part d'intérêt.

Troisième résolution

L'assemblée constate que le capital social de la société a été converti de 1.500.000,- LUF en 37.184,02- EUR (trente-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros et zéro deux cents).

Quatrième résolution

L'assemblée décide en conséquence de ce qui précède de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à 37.184,02- EUR (trente-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros et zéro deux cents), représentée par cent cinquante mille (150.000) parts d'intérêts, détenues comme suit:

Associé	Nombre de parts d'intérêts
1.- Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER	100.134
2.- Madame Monique WETZ	49.866
Total:	150.000

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier la formulation de l'article 9 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 9.** La Société est administrée par un conseil composé d'au moins deux membres.»

Sixième résolution

L'assemblée décide en conséquence de ce qui précède de révoquer les administrateurs Jim HEBELER et Marie-Louise CORRING.

Septième résolution

L'assemblée décide de confirmer pour une durée indéterminée aux fonctions d'administrateurs:

1. Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER, ouvrier, né à Esch-sur-Alzette, le 28 novembre 1967, et son épouse
2. Madame Monique WETZ, aide soignante, née à Ettelbück, le 21 avril 1965, demeurant ensemble à L-6910 Roodt-Sur-Syre, 3, route de Luxembourg.

Huitième résolution

L'assemblée décide de compléter l'objet social de la Société et de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles qu'elle pourrait acquérir tant au Luxembourg qu'à l'étranger, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.»

Neuvième résolution

L'assemblée autorise la Société pour signer l'acte d'ouverture de crédit avec la Caisse Raiffeisen Syrdall/Niederanven, pour un montant principal de trois cent soixante-quinze mille euros (375.000,- EUR), dans lequel:

- 1.1.- Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER, ouvrier, né à Esch-sur-Alzette, le 28 novembre 1967 (numéro d'identification 1967 1128 21741), et son épouse

1.2.- Madame Monique Marguerite Marcelle WETZ, aide soignante, née à Ettelbruck, le 21 avril 1965, (numéro d'identification 1965 0421 22488),

demeurant ensemble à L-6910 Roodt-sur-Syre, 3, route de Luxembourg,

déclarant être mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage, et

1.3.- Madame Natascha HEBELER, salariée, née à Ettelbruck, le 6 juin 1986 (numéro d'identification 1986 0606 24300), célibataire, demeurant à L-6910 Roodt-sur-Syre, 3, route de Luxembourg,

interviennent comme partie créditée et la Société doit intervenir en tant que caution réelle, personnelle, solidaire et indivisible et donner en gage son immeuble sis à Roodt-Syre, 3, route de Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée autorise Monsieur Bernard Edouard Théodore MULLER, et Madame Monique WETZ, préqualifiés, à représenter la Société pour signer l'acte d'ouverture de crédit susmentionné, et de signer tous actes et documents y relatifs.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 700,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bernard Edouard Théodore MULLER, Monique WETZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 décembre 2014. Relation GRE/2014/4740. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014195997/107.

(140218681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Natur System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 74.215.

L'an deux mille quatorze,

le premier décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «NATUR SYSTEM S.A.» (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 02 février 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 18 mai 2000, sous le numéro 356 et page 17076. La Société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 74 215. Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte dressé par le notaire soussigné à la date du 18 décembre 2008, lequel acte fut publié au Mémorial, le 03 février 2009, sous le numéro 227 et page 10890.

L'Assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Rémy WELSCHEN, employé privé, avec adresse professionnelle à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Valérie BOSSI, employée privée, avec adresse professionnelle à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg).

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Victoria WINAND, employée privée, avec adresse professionnelle à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- Décision de la mise en liquidation de la Société.

2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

3. Divers

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social actuellement fixé à TRENTE-HUIT MILLE EUROS (38'000.- EUR) est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE la dissolution anticipée de la Société «NATUR SYSTEM S.A.» prédésignée et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Assemblée DECIDE de nommer comme seul liquidateur de la Société:

Monsieur Roger Valsells Aguilà, directeur de sociétés, né à Barcelone (Espagne), le 29 janvier 1968, demeurant à 17/25, 4rt 1a, Folgueroles, E 08022 Barcelone (Espagne).

Troisième résolution

L'Assemblée DECIDE d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.

- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.

- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. WELSCHEN, V. BOSSI, V. WINAND, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 2 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16412. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014196193/67.

(140219201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

PBL-System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.238.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 26 novembre 2014 et d'une réunion du Conseil d'administration du même jour, que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Monsieur Gleb KATKOV, demeurant au Sky Gardens, 2609, Dubai International Financial Center, Dubai, Emirats Arabes Unis a été nommé administrateur et administrateur délégué de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée de 5 ans en remplacement de Monsieur Andrey KATKOV.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2019.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014195368/16.

(140218121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.
